

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/007153]

28 MARS 2024. — Décret modifiant le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz et le décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (refonte), telle que modifiée par la directive (UE) 2023/2413 du Parlement européen et du Conseil du 18 octobre 2023 modifiant la directive (UE) 2018/2001, le Règlement (UE) 2018/1999 et la directive 98/70/CE en ce qui concerne la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, et abrogeant la directive (UE) 2015/652 du Conseil.

CHAPITRE I^{er}. — *Modification du décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables*

Art. 2. Dans la section IV du chapitre II du décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, un article 10/1 est inséré et rédigé comme suit :

« Art. 10/1. Le Gouvernement peut prévoir que les subventions de la section III et de la présente section soient payées à un tiers prestataire de services reconnus par le Gouvernement.

Les modalités et conditions de la reconnaissance du prestataire de services sont définies par le Gouvernement et concernent notamment :

1° les domaines d'activités du prestataire;

2° les exigences d'indépendance et d'impartialité du prestataire; 3° les exigences administratives et financières du prestataire.

Le prestataire de services reconnus par le Gouvernement peut effectuer les demandes de subventions visées à l'alinéa 1^{er} et percevoir celles-ci dans les limites et aux conditions définies par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut prévoir un traitement électronique des subventions visées à l'alinéa 1^{er} et de leur paiement via une plateforme digitale, selon les modalités déterminées par le Gouvernement. La subvention fait l'objet d'un paiement électronique dématérialisé et est versée au prestataire de service reconnu, après sa prestation, conformément aux modalités déterminées par le Gouvernement. ».

CHAPITRE II.- — *Modification du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz*

Art. 3. L'article 1^{er} du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, modifié en dernier lieu par le décret du 26 octobre 2017, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Il transpose partiellement la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (refonte). ».

Art. 4. À l'article 2 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 6 octobre 2022, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est complété par la phrase suivante :

« Le gaz peut être issu de sources d'énergie renouvelables, être bas carbone ou fossile; »;

b) le 6° remplacé par ce qui suit :

« 6° « gaz issu de sources d'énergies renouvelables » (en abrégé « gaz issu de SER » ou « gaz issu de renouvelables ») : gaz issu de la transformation de sources d'énergie renouvelables, notamment par fermentation, par traitement électrochimique et/ou thermochimique, ou par toute autre technologie utilisant exclusivement une ou plusieurs sources d'énergies renouvelables. Le Gouvernement détermine les types de gaz issu de renouvelables; »;

c) il est inséré un 6°ter rédigé comme suit :

« 6°ter « gaz bas carbone » : gaz issu de la transformation de sources d'énergie non renouvelables dont le niveau de réduction des émissions de gaz à effet de serre, calculé selon la méthodologie définie par le Gouvernement, atteint le niveau minimal fixé par celui-ci. Le Gouvernement détermine les types de gaz bas carbone; »;

d) il est inséré un 6°quater rédigé comme suit :

« 6°quater « gaz fossile » : gaz issu de la transformation de sources d'énergie non renouvelables et dont le niveau de réduction des émissions de gaz à effet de serre, calculé selon la méthodologie définie par le Gouvernement, n'atteint pas le niveau minimal fixé par celui-ci. Le Gouvernement détermine les types de gaz fossile; »;

e) il est inséré un 9°bis rédigé comme suit :

« 9°bis « site de production » : lieu d'implantation d'une installation constituée d'une ou plusieurs unités de production de gaz et, le cas échéant, d'une ou plusieurs unités de traitement de gaz; »;

f) le 43° est remplacé par ce qui suit :

« 43° « Administration » : le Département de l'Énergie et du Bâtiment durable du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie; »;

g) il est inséré un 45°bis rédigé comme suit :

« 45°bis « directive 2019/944/UE » : directive 2019/944/UE du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE; »;

h) il est inséré un 45^oter rédigé comme suit :

« 45^oter « Règlement 2016/679/UE du 27 avril 2016 » : le Règlement 2016/679/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données); »;

i) au 58^o, le mot « intelligent » est remplacé par le mot « communicant »;

j) le 59^o est remplacé par ce qui suit :

« 59^o « activation de la fonction de prépaiement » : soit l'action de rendre actif un compteur à budget inactif; soit l'action de placer un compteur communicant et d'activer le prépaiement sur ce dernier; soit l'action d'activer le prépaiement sur un compteur communicant déjà placé; »;

k) l'article est complété par les 60^o à 64^o rédigés comme suit :

« 60^o « certificat de garantie d'origine » : certificat délivré à un site de production attestant que les quantités de gaz issu de sources d'énergie renouvelables ou de gaz bas carbone produites par ce site pourront clairement être identifiées et mesurées et que ce gaz pourra être, le cas échéant, qualifié et vendu sous le label de « gaz garantie d'origine renouvelable » ou « gaz garantie d'origine bas carbone »;

61^o « garantie d'origine » : un document électronique servant uniquement à prouver au client final qu'une part ou une quantité déterminée de gaz a été produite à partir soit de sources d'énergie renouvelables, soit de sources d'énergie non renouvelables;

62^o « décret tarifaire » : le décret wallon du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz et d'électricité;

63^o « opérateur économique » : toute personne, physique ou morale, ou tout groupement de ces personnes, intervenant dans la chaîne de production et d'approvisionnement en gaz. Sont visés, les producteurs, les intermédiaires et fournisseurs de gaz ainsi que les clients finals;

64^o « communauté d'énergie » : communauté d'énergie au sens de l'article 2, 2^osepties, du décret électricité. ».

Art. 5. A l'article 6, alinéa 1^{er}, 5^o, du même décret, modifié par le décret du 11 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le mot « soit » est inséré entre le mot « divisément » et les mots « par des pouvoirs publics »;

2^o les mots « au sens de l'article 1:22 du Code des sociétés et des associations » sont insérés entre les mots « des participations » et les mots

« dans le capital social »;

3^o les mots « sauf s'il s'agit d'une participation dans une communauté d'énergie, soit par des pouvoirs publics qui sont eux-mêmes producteurs mais non auto-producteurs, fournisseurs ou intermédiaires » sont insérés entre les mots « fournisseur ou intermédiaire » et les mots « , les statuts du gestionnaire du réseau de distribution ».

Art. 6. A l'article 7 du même décret, modifié par le décret du 11 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, dernière phrase, est complété par les mots suivants « et communauté d'énergie et ne peut pas être membre de ces dernières »;

2^o il est inséré un paragraphe 1^{er}/1 rédigé comme suit :

« § 1^{er}/1. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le gestionnaire de réseau de distribution peut exercer les activités d'opérateur de réseau d'énergie thermique, de production ou de fourniture d'énergie thermique aux conditions et selon les modalités suivantes :

1^o le gestionnaire de réseau de distribution crée une filiale spécifiquement dédiée à l'exercice de cette activité. La condition mentionnée à l'article 17, § 2, 5^o, ne s'applique pas à cette filiale;

2^o au moins 20% des administrateurs de la filiale sont des administrateurs indépendants au sens de l'article 7:87, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations;

3^o pour chaque projet de réseau d'énergie thermique, de production ou de fourniture d'énergie thermique, la filiale visée au 1^o, crée une société au sens du Titre 1^{er} du Code des sociétés et des associations. La société ainsi créée peut déroger aux dispositions de l'article 17 du présent décret;

4^o si un projet comprend l'exercice d'activités de production ou de fourniture d'énergie thermique, au moins 25% des parts du capital social de la société visée au 3^o doivent être détenus par une entité privée ou publique autre que la filiale et ne détenant pas directement ou indirectement de participations dans le capital d'un gestionnaire de réseau de distribution.

Afin de remplir cette obligation, la filiale organise une procédure d'appel à candidatures ouverte, transparente et non discriminatoire. Si à l'issue de celle-ci, aucune offre raisonnable n'a été reçue, la filiale peut déroger à ladite obligation;

5^o la filiale visée au 1^o, peut réaliser les activités d'opérateur d'un réseau d'énergie thermique, de production ou de fourniture d'énergie thermique et créer une société au sens du 3^o à condition que ces activités aient fait l'objet d'une procédure de mise en concurrence ouverte, transparente et non discriminatoire.

Les gestionnaires de réseau de distribution peuvent exercer les activités de production et fourniture d'énergie thermique jusqu'au 1^{er} juillet 2034. Le Gouvernement peut, sur base d'une analyse de maturité du marché établie par l'administration, prolonger cette échéance de 10 ans.

Dans le cadre de son activité d'opérateur de réseaux d'énergie thermique, de production ou de fourniture d'énergie thermique, le gestionnaire de réseau de distribution est soumis aux droits et obligations visés dans le décret du 15 octobre 2020 relatif à l'organisation du marché de l'énergie thermique et aux réseaux d'énergie thermique.

Dans le cadre de l'exercice des activités d'opérateur de réseau d'énergie thermique, de production ou de fourniture d'énergie thermique, le gestionnaire de réseaux de distribution respecte les obligations visées au paragraphe 4 relatives à la tenue d'une comptabilité séparée afin d'éviter toute subsidiation croisée entre activités régulées et non régulées conformément à l'article 4, § 2, alinéa 2, 18^o, du décret tarifaire.

Dans le cadre de l'exercice de sa mission de contrôle, la CWaPE peut requérir du gestionnaire de réseau de distribution concerné ainsi que de l'Administration de lui fournir tout document ou information relatifs à l'activité du gestionnaire de réseau de distribution en tant qu'opérateur de réseau d'énergie thermique en ce compris l'ensemble de ses comptes. »;

3° au paragraphe 2, alinéa 3, 1°, les mots « conformément aux lignes directrices établies, le cas échéant, par la CWaPE pour aider les gestionnaires de réseau de distribution à garantir l'équité des procédures de marché public, » sont insérés entre les mots « par le gestionnaire de réseau de distribution, » et les mots « aucun acteur du marché »;

4° au paragraphe 2, alinéa 3, 2°, les mots « directement utile » sont remplacés par le mot « nécessaire ».

Art. 7. A l'article 12, paragraphe 2, alinéa 3, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 11 mai 2018, le mot « définit » est remplacé par les mots

« peut définir ».

Art. 8. Dans le même décret, il est ajouté un article 12*bis* rédigé comme suit :

« Art. 12*bis*. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête les mesures de sécurité qui sont prises par les gestionnaires de réseaux de distribution à l'établissement et dans l'exploitation de leur réseau.

§ 2. Le Gouvernement arrête les mesures, la procédure et les modalités visant à rechercher, constater et sanctionner le non-respect par les gestionnaires de réseaux de distribution des obligations arrêtées en vertu du § 1^{er}. ».

Art. 9. A l'article 13 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 21 mai 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}*bis*, alinéa 4, les mots « , lorsqu'il vend ou achète du gaz à une entreprise de gaz, » sont abrogés;

2° au paragraphe 1^{er}*bis*, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 5 et 6 :

« Le gestionnaire de réseau transmet à la CWaPE toute information commerciale éventuellement sensible dont il a connaissance au cours de l'exécution de ses activités et qui sont utiles à l'exécution, par la CWaPE, des missions qui lui sont confiées par ou en vertu du présent décret. ».

Art. 10. A l'article 14 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018, les mots « approuvé par le Gouvernement et » sont abrogés.

Art. 11. L'article 14*bis* du même décret, inséré par le décret du 21 mai 2015, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La CWaPE et les gestionnaires de réseaux publient un lien vers le site internet sur lequel est publié le MIG. Les dispositions du MIG respectent les dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution. ».

Art. 12. L'article 15 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018, est abrogé.

Art. 13. A l'article 17, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 11 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, les modifications suivantes sont apportées :

1) les mots « Si la filiale est détenue par les actionnaires du ou des gestionnaires de réseau de distribution, » sont insérés entre les mots « les actionnaires de ceux-ci. » et les mots « Les seuils de détention »;

2) les mots « Les seuils de détention » sont remplacés par les mots « les seuils de détention »;

b) au 2°*bis*, les modifications suivantes sont apportées :

1) le mot « soit » est inséré entre le mot « divisément » et les mots « par des pouvoirs publics »;

2) les mots « au sens de l'article 1:22 du Code des sociétés et des associations » sont insérés entre les mots « des participations » et les mots

« dans le capital social »;

3) les mots « sauf lorsqu'il s'agit d'une participation dans une communauté d'énergie, soit par des pouvoirs publics qui sont eux-mêmes producteurs mais non auto producteurs, fournisseurs ou intermédiaires, » sont insérés entre les mots « fournisseur ou intermédiaire, » et les mots « les statuts de celle-ci »;

c) au 3°, les modifications suivantes sont apportées :

1) au a), les mots « au sens de l'article 2, 13° » sont remplacés par les mots « indépendants au sens de l'article 2, 14° »;

2) le b) est abrogé;

3) au c), le deuxième tiret « un comité d'éthique, tel que visé au § 1^{er}; » est abrogé.

Art. 14. A l'article 17*bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les mots « , à conditions qu'elles soient expressément prévues ou autorisées par le présent décret ou ses arrêtés d'exécution, ou par toute autre disposition législative ou réglementaire en vigueur. » sont remplacés par les mots « ou à des tiers, agissant sous le couvert du secret professionnel, expressément prévues ou autorisées par des dispositions légales ou réglementaires. ».

Art. 15. A l'article 25*ter* du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « Tout client final » sont remplacés par les mots « Toute personne physique ou morale ayant demandé un raccordement »;

b) les mots « , en ce compris la modification du raccordement existant, » sont insérés entre les mots « raccordement effectif » et les mots « dans les délais »;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, les mots « convention contraire » sont remplacés par les mots « demande en sens contraire du demandeur de raccordement acceptée par le gestionnaire de réseau »;

3° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, les mots « ou à défaut de disposition contractuelle expresse, le délai » sont remplacés par les mots « , qui, sauf demande en sens contraire du demandeur de raccordement acceptée par le gestionnaire de réseau, »;

4° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, les mots « ou à défaut de disposition contractuelle expresse, le délai » sont remplacés par les mots « , qui, sauf demande en sens contraire du demandeur de raccordement acceptée par le gestionnaire de réseau, »;

5° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le mot « clients » est remplacé par les mots

« demandeurs de raccordement »;

6° au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 1° et 2°, les mots « l'utilisateur du réseau » sont chaque fois remplacés par les mots « le demandeur de raccordement »;

7° il est inséré un paragraphe 1^{er} /1 rédigé comme suit :

« § 1^{er}/1. Toute personne physique ou morale ayant demandé un raccordement a droit à une indemnité forfaitaire journalière à charge du gestionnaire de réseau si le gestionnaire de réseau n'a pas réalisé l'étude ou l'offre dans les délais prescrits dans le règlement technique.

L'indemnité journalière due est de 25 euros pour les demandeurs de raccordement dont la capacité souscrite est inférieure à 250 m3 et de 50 euros pour les autres. »

8° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « client final » sont chaque fois remplacés par les mots « demandeur de raccordement »;

b) les mots « auquel il est raccordé » sont remplacés par le mot « concerné »;

c) les mots « client concerné » est remplacé par les mots « demandeur concerné »;

d) les mots « clients finals » sont remplacés par les mots « demandeurs de raccordement »;

9° au paragraphe 2, alinéa 2, le mot « client » est remplacé par les mots

« demandeur de raccordement »;

10° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, le mot « client » est remplacé par le mot

« demandeur »;

11° au paragraphe 3, alinéas 4 et 5, les mots « client final » sont chaque fois remplacés par le mot « demandeur »;

12° au paragraphe 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « client final » sont remplacés par les mots « demandeur de raccordement »;

b) les mots « à l'étude, à l'offre ou » sont insérés entre le mot « procéder » et les mots « au raccordement effectif ».

Art. 16. A l'article 26, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 21 mai 2015, les mots « à l'article 15 » sont remplacés par les mots « aux règles prévues dans le décret tarifaire ».

Art. 17. A l'article 27, § 4, du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « Le Gouvernement peut déterminer, après avis de la CWaPE, les conditions » sont remplacés par les mots « Sur proposition de la CWaPE, le Gouvernement peut préciser les conditions d'autorisation »;

2° à l'alinéa 2, les mots « préciser les critères d'autorisation, le contenu du dossier de demande et » sont insérés entre les mots « la CWaPE peut » et les mots « autoriser les demandes ».

Art. 18. L'article 31bis du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 17 juillet 2018, est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Tout client protégé visé au paragraphe 1^{er} est un « consommateur vulnérable » au sens de la directive 2009/73/CE. Le Gouvernement peut étendre la liste des consommateurs vulnérables en tenant compte de critères tels que le niveau de revenus, la part des dépenses d'énergie dans le revenu disponible et l'efficacité énergétique du logement. ».

Art. 19. A l'article 31ter du même décret, inséré par le décret du 6 octobre 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le mot « protégé » est inséré entre les mots

« du client » et les mots « vers le gestionnaire de réseau »;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « de résiliation » sont insérés entre les mots « sans frais » et les mots « ni indemnité de résiliation ».

3° au paragraphe 2, alinéa 4, les mots « Le fournisseur peut proposer une version informatisée du formulaire. Dans ce cas, elle est mentionnée sur le formulaire papier. » sont insérées entre les mots « à l'alinéa 3. » et

« Ce courrier »;

4° au paragraphe 2, alinéa 5, les mots « pour demander la résiliation du contrat de fourniture. » sont remplacés par les mots « pour demander toute mesure visant au remboursement de la dette, l'activation du prépaiement ou la résolution du contrat de fourniture. La décision du juge peut prévoir que le fournisseur suspende l'alimentation du client en cas d'échec des mesures visant au remboursement de la dette ou de l'activation du prépaiement. »;

5° au paragraphe 2, un nouvel alinéa 12 est inséré, formulé de la manière suivante :

« Tout jugement prononçant la résolution du contrat autorise de plein droit la coupure par le gestionnaire du réseau de distribution concerné, en ce compris l'accès au compteur avec l'aide de la force publique si nécessaire. »;

6° au paragraphe 2, un nouvel alinéa 13 est inséré, formulé de la manière suivante :

« Dans l'hypothèse où le client est domicilié à l'adresse de consommation, le fournisseur ne peut faire procéder à la coupure qu'un mois après la signification au ménage du jugement de résolution. Le fournisseur doit communiquer par écrit ou par voie électronique de sa décision de procéder à cette coupure en exécution de ce jugement au C.P.A.S. de la commune du domicile de son client, sauf si le ménage a précédemment refusé la communication de son nom. ».

Art. 20. A l'article 31^{quater} du même décret, inséré par le décret du 21 mai 2015 et modifié par le décret du 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, le paragraphe 2, alinéas 1^{er} à 3, et le paragraphe 6, le mot « protégé » est chaque fois inséré après le mot

« client »;

2° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est complété par les mots « ainsi que le nom de leurs suppléants ».

Art. 21. A l'article 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 6 octobre 2022, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, a), les mots « conformément à l'article 15 » sont remplacés par les mots « , conformément aux règles prévues dans le décret tarifaire, et approuvés par la CWaPE »;

b) au 2°, f), les modifications suivantes sont apportées :

1) le mot « gratuitement » est inséré entre les mots « assurer » et « la communication »;

2) les mots « permettant a » sont remplacés par le mot « à »;

3) les mots « d'exercer les droits associés à son éligibilité » sont remplacés par les mots « final qui en fait la demande endéans les 10 jours »;

c) le 2° est complété par un k) et un l) rédigés comme suit :

« k) mettre à disposition des clients finals un numéro de téléphone gratuit pour toute question utile relative aux missions des gestionnaires de réseaux ainsi qu'à l'utilisation et aux fonctionnalités du compteur communicant;

l) sauf mauvaise foi prouvée du client final, en cas d'estimation d'index durant plusieurs années, une rectification des données de mesure ou de comptage et de la facturation qui en découle ne peut se rapporter à une période de plus de 24 mois précédant le dernier relevé réel des compteurs. La somme totale du gaz consommée entre les deux derniers relevés d'index réels est répartie par le gestionnaire de réseau de distribution sur toute la période de temps écoulée entre les deux relevés réels et seule la consommation correspondant aux 24 derniers mois peut être facturée au client final. Une rectification en faveur du client final portera au-delà de la période de 24 mois précédant le dernier relevé réel des compteurs.

En cas de mauvaise foi prouvée du client final et dans l'hypothèse où le gestionnaire de réseau de distribution n'a pas respecté ses obligations en vertu des textes légaux et réglementaires qui lui sont applicables, notamment en matière de relevé de données de mesure ou de comptage et de dispositifs de comptage, prévues par le présent décret et ses arrêtés d'exécution, la rectification ne peut pas aller au-delà d'un délai de 5 ans. »;

d) au 4°, e), les mots « , à la demande du producteur de ce gaz » sont abrogés;

e) au 7°, les mots « conformément à l'article 15; le Gouvernement détermine, après avis de la CWaPE et concertation avec les gestionnaires de réseaux, les obligations des gestionnaires de réseaux en ce qui concerne le placement des compteurs intelligents » sont remplacés par les mots « , conformément aux règles prévues dans le décret tarifaire, et approuvés par la CWaPE »;

f) au 10°, le point de fin est remplacé par un point-virgule;

g) l'alinéa 1^{er} est complété par un 11° rédigé comme suit :

« 11° informer et sensibiliser individuellement les utilisateurs sur l'utilisation, les caractéristiques, les fonctionnalités et les objectifs des compteurs communicants suite au placement de ces derniers et lors de la première activation de la fonction de prépaiement. ».

Art. 22. A l'article 33, § 1^{er}, 2°, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 21 mai 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° au a), les modifications suivantes sont apportées :

a) le mot « gratuitement » est inséré entre le mot « assurer » et les mots « une facturation claire »;

b) le a) est complété par les mots « ainsi qu'une information précise, claire et compréhensible y relative »;

2° au b), les mots « simple, équitable et rapide » sont insérés entre les mots

« service efficace » et les mots « de gestion des plaintes »;

3° au d), les modifications suivantes sont apportées :

a) le mot « final » est inséré entre les mots « du client » et les mots « quant aux conditions »;

b) les mots « et services offerts, la possibilité de recevoir des factures et des informations relatives à la facturation par voie électronique » sont insérés entre les mots « prix des fournitures » et les mots « , les conditions d'acceptation »;

c) un point est ajouté après le mot « soumis »;

d) le d) est complété par la phrase suivante : « Les conditions générales sont lisibles, équitables, transparentes, formulées dans un langage clair, dénué d'ambiguïté et ne contiennent pas d'obstacles non contractuels à l'exercice de leurs droits par les clients; »;

4° le 2° est complété par les f) à h) rédigés comme suit :

« f) offrir un large choix de modes de paiement de façon non discriminatoire;

g) informer de manière visible les clients finals en temps utile de toute modification des conditions contractuelles ou des ajustements de prix et de leur possibilité de résiliation;

h) assurer un traitement équitable et non discriminatoire des clients, indépendamment de leur mode de paiement ou de l'existence de contrats de services. ».

Art. 23. L'intitulé du chapitre VIII du même décret, inséré par le décret du 21 mai 2015, est complété par les mots « et de gaz bas carbone ».

Art. 24. Dans l'article 33^{ter} du même décret, inséré par le décret du 21 mai 2015 et modifié par le décret du 31 janvier 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « labels de garantie d'origine » sont remplacés par les mots « garanties d'origine »;

- b) les mots « ou de gaz bas carbone » sont insérés entre les mots « gaz issu de SER » et le mot « obtient »;
- 2° à l'alinéa 2, les mots « Après avis de la CWaPE, le » sont remplacés par les mots « Le »;
- 3° à l'alinéa 3, les mots « Après avis de l'Administration, le » sont remplacés par les mots « Le ».

Art. 25. L'intitulé du chapitre VIIIbis du même décret, inséré par le décret du 21 mai 2015, est remplacé par ce qui suit : « Garanties d'origine ».

Art. 26. Dans l'article 33^{quater} du même décret, inséré par le décret du 21 mai 2015, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « label de garantie d'origine » sont remplacés par les mots « garanties d'origine »;
- 2° les mots « et du gaz bas carbone » sont insérés entre les mots « gaz issu de SER » et les mots « est instauré ».

Art. 27. À l'article 33^{quinquies} du même décret, inséré par le décret du 21 mai 2015 et modifié par le décret du 31 janvier 2019, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :
 - a) les mots « procédure d'octroi du label de garantie d'origine » sont remplacés par les mots « procédure d'octroi des garanties d'origine »;
 - b) les mots « et au gaz bas carbone » sont insérés entre les mots « gaz issu de SER » et les mots « en Région wallonne »;
- 2° à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :
 - a) les mots « Un label de garantie d'origine » sont remplacés par les mots « Une garantie d'origine »;
 - b) le mot « attribué » est remplacé par le mot « attribuée »;
 - c) les mots « ou de gaz bas carbone » sont insérés entre les mots « gaz issu de SER » et le mot « injecté »;
- 3° à l'alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées :
 - a) les mots « labels de garantie d'origine » sont remplacés par les mots « garanties d'origine »;
 - b) les mots « ou de gaz bas carbone » sont insérés après les mots « gaz issu de SER »;
 - c) les mots « Ces labels » sont remplacés par les mots « Ces garanties d'origine ».

Art. 28. À l'article 33^{sexies} du même décret, inséré par le décret du 21 mai 2015, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :
 - a) les mots « labels de garantie d'origine » sont remplacés par les mots « garanties d'origine »;
 - b) les mots « les clients finals, » sont insérés entre les mots « à présenter par » et les mots « les fournisseurs »;
- 2° à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :
 - a) les mots « , après avis de la CWaPE, » sont abrogés;
 - b) les mots « labels de garantie d'origine produits » sont remplacés par les mots « garanties d'origine produites »;
 - c) le mot « reconnus » est remplacé par le mot « reconnues ».

Art. 29. L'article 35 du même décret, abrogé par le décret du 21 mai 2015, est rétabli dans la formulation suivante :
« Art. 35. Préablement à l'exercice des voies de recours ordinaires, dans le cadre des chapitres VIII à VIII^{ter} ou de leurs arrêtés d'exécution, toute partie lésée a le droit de présenter, devant le ministre, une plainte en réexamen conformément à la procédure fixée à l'article 42^{bis}/1 du décret électricité. ».

Art. 30. Dans le même décret, il est inséré un chapitre VIII^{quater} intitulé « Base de données de l'Union ».

Art. 31. Dans le chapitre VIII^{quater}, inséré par l'article 30, il est inséré un article 35/1 rédigé comme suit :

« Art. 35/1. Les opérateurs économiques désignés par le Gouvernement introduisent dans la base de données de l'Union visée par la directive 2018/2001 les informations relatives aux transactions effectuées et les caractéristiques de durabilité du gaz faisant l'objet de ces transactions, y compris les émissions de gaz à effet de serre depuis le point de production jusqu'au moment où le gaz est consommé. Le Gouvernement détermine les informations à communiquer, le type de transactions visées, ainsi que les modalités de transmission et de vérification des données à introduire par les opérateurs économiques. ».

Art. 32. A l'article 36 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 31 janvier 2019, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 2, alinéa 2, 2°, les modifications suivantes sont apportées :
 - a) le mot « , contrats » est inséré entre les mots « l'approbation des règlements » et les mots « et conditions générales »;
 - b) les mots « de raccordement et d'accès fixes par les gestionnaires de réseau » sont remplacés par les mots « imposés par les gestionnaires de réseaux aux fournisseurs, aux utilisateurs du réseau et aux détenteurs d'accès à l'occasion, en raison ou à la suite d'un raccordement, d'un accès au réseau »;
- 2° au paragraphe 2, alinéa 2, 12°, les modifications suivantes sont apportées :
 - a) les mots « aux articles 16^{bis} et 16^{ter} » sont remplacés par les mots « à l'article 16^{ter} »;
 - b) les mots « des réseaux privés et » sont abrogés;
- 3° au paragraphe 2, alinéa 2, 14°, les mots « l'exercice des compétences tarifaires, notamment la fixation de la méthodologie tarifaire et » sont insérés avant les mots « la surveillance et le contrôle »;
- 4° le paragraphe 2, alinéa 2, 14°, est complété par la phrase suivante :
« La CWaPE dispose d'un pouvoir d'appréciation dans le cadre de l'élaboration et du contrôle de la méthodologie tarifaire, qu'elle exerce en tenant compte notamment des critères de stabilité, de raisonnable et de proportionnalité, de l'intérêt général et de l'intérêt des utilisateurs du réseau de distribution. »;
- 5° l'article est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. La CWaPE peut mettre certaines des informations auxquelles elle a accès dans l'exercice de ses missions à la disposition des acteurs du marché si elle ne divulgue pas d'informations commercialement sensibles sur des acteurs du marché ou des transactions déterminées et sans préjudice des cas dans lesquels la CWaPE est tenue de communiquer des informations, en vertu d'une disposition légale ou réglementaire. ».

Art. 33. A l'article 36bis du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 21 mai 2015, le mot « 47ter » est remplacé par le mot « 47quinquies ».

Art. 34. A l'article 37 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 21 mai 2015, les mots « , 50, 50bis » sont insérés entre le mot « 49bis » et les mots « et 50ter ».

Art. 35. A l'article 48 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Sans préjudice des autres mesures prévues par le présent décret, la CWaPE peut enjoindre à toute personne physique ou morale soumise à l'application du présent décret et sur qui pèsent des obligations en vertu du présent décret, du décret du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz et d'électricité, et de leurs arrêtés d'exécution, y compris en ce qui concerne la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz et d'électricité ou les règlements techniques, de se conformer à ces dispositions, y compris les décisions prises par la CWaPE en vertu de ces dispositions, dans le délai qu'elle détermine. »;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « , de ses arrêtés d'exécution, du décret du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz et d'électricité, des règlements techniques ou de la méthodologie tarifaire » sont insérés entre les mots « du présent décret » et les mots « . Le montant de l'amende administrative »;

3° au paragraphe 2, le mot « objectifs » est remplacé par le mot « indicateurs ».

Art. 36. A l'article 48ter du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les mots « en vertu de l'article 48sexies, » sont remplacés par les mots « en vertu de l'article 50ter du décret électricité ».

Art. 37. L'article 48sexies du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 17 juillet 2018, est abrogé.

Art. 38. À l'article 48octies du même décret, inséré par le décret du 31 janvier 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « et le gaz bas carbone » sont insérés entre les mots « gaz issu de SER » et les mots « , de lui fournir »;

2° au paragraphe 2, alinéa 4, les mots « et le gaz bas carbone » sont insérés entre les mots « gaz issu de SER » et les mots « , se soumettent au contrôle »;

3° au paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « labels de garantie d'origine » sont remplacés par les mots « garanties d'origine »;

b) les mots « ou le gaz bas carbone » sont insérés entre les mots « gaz issu de SER » et les mots « par l'Administration ».

Art. 39. L'article 48novies du même décret, inséré par le décret du 31 janvier 2019, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'Administration peut également infliger, dans les six mois de la prise de connaissance de leur commission, et au plus tard dans les cinq ans de leur commission, une amende administrative pour des manquements à des dispositions déterminées des chapitres VIII à VIIIter ou de leurs arrêtés d'exécution. Le montant de l'amende administrative est compris entre 250 euros et 200 000 euros ou trois pour cent du chiffre d'affaires que la personne en cause a réalisé sur le marché régional du gaz au cours du dernier exercice écoulé, si ce dernier montant est supérieur. ».

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 40. La loi du 24 décembre 1970 relative aux mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de distribution de gaz est abrogée.

Art. 41. Les articles 8 et 40 du présent décret entrent en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 mars 2024.

Le Ministre-président,
E. DI RUPO

Le Vice-président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
C. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
C. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2023-2024.
Documents du Parlement wallon, 1641 (2023 - 2024) N° 1 à 5
Compte rendu intégral, séance plénière du 27 mars 2024
Discussion.
Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/007153]

28. MÄRZ 2024 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts und des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Regierung sanktionieren es:

Artikel 1 - Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie (EU) 2018/2001 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2018 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen (Neufassung) in der durch die Richtlinie (EU) 2023/2413 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. Oktober 2023 zur Änderung der Richtlinie (EU) 2018/2001, der Verordnung (EU) 2018/1999 und der Richtlinie 98/70/EG in Bezug auf die Förderung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Aufhebung der Richtlinie (EU) 2015/652 des Rates geänderten Fassung teilweise umgesetzt.

KAPITEL I - Abänderung des Dekrets vom 9. Dezember 1993 bezüglich der Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien

Art. 2 - In Kapitel II Abschnitt IV des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, wird ein Artikel 10/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 10/1 - Die Regierung kann vorsehen, dass die Zuschüsse aus Abschnitt III und dieses Abschnitts an einen Drittdienstleister gezahlt werden, der von der Regierung anerkannte Dienstleistungen erbringt.

Die Modalitäten und Bedingungen für die Anerkennung des Dienstleisters werden von der Regierung festgelegt und betreffen insbesondere:

1° die Tätigkeitsbereiche des Dienstleisters;

2° die Anforderungen an die Unabhängigkeit und Unparteilichkeit des Dienstleisters; 3° die administrativen und finanziellen Anforderungen an den Dienstleister.

Der von der Regierung anerkannte Dienstleister kann die in Absatz 1 genannten Zuschüsse beantragen und diese in den von der Regierung festgelegten Grenzen und unter den von ihr festgelegten Bedingungen erhalten.

Die Regierung kann eine elektronische Behandlung der in Absatz 1 genannten Zuschüsse und ihrer Zahlung über eine digitale Plattform gemäß den von der Regierung bestimmten Modalitäten vorsehen. Der Zuschuss ist Gegenstand einer elektronischen entmaterialisierten Zahlung und wird dem anerkannten Dienstleister nach seiner Leistung gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten ausgezahlt.“

KAPITEL II - Abänderungen des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts

Art. 3 - Artikel 1 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 26. Oktober 2017, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

Durch dieses Dekret wird die Richtlinie (EU) 2018/2001 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2018 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen (Neufassung) teilweise umgesetzt.“

Art. 4 - In Artikel 2 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 6. Oktober 2022, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 1 wird durch den folgenden Satz ergänzt:

„Das Gas kann aus erneuerbaren Energiequellen stammen, kohlenstoffarm oder fossil sein;“;

b) Ziffer 6 wird durch Folgendes ersetzt:

„6° „Gas aus erneuerbaren Energiequellen“ (abgekürzt „EE-Gas“ oder „Gas aus erneuerbaren Quellen“): Gas, das durch die Umwandlung erneuerbarer Energiequellen gewonnen wird, insbesondere durch Fermentation, elektrochemische und/oder thermochemische Behandlung oder durch jede andere Technologie, die ausschließlich eine oder mehrere erneuerbare Energiequellen nutzt. Die Regierung bestimmt die Arten von Gas aus erneuerbaren Quellen;“;

c) eine Ziffer 6°ter mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

„6°ter „kohlenstoffarmes Gas“: Gas, das aus der Umwandlung nicht erneuerbarer Energiequellen gewonnen wird und dessen nach der von der Regierung festgelegten Methode berechnetes Niveau der Reduzierung der Treibhausgasemissionen das von der Regierung festgelegte Mindestniveau erreicht. Die Regierung bestimmt die Arten von kohlenstoffarmen Gasen;“;

d) eine Ziffer 6°quater mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"6°quater "fossiles Gas": Gas, das aus der Umwandlung nicht erneuerbarer Energiequellen gewonnen wird und dessen nach der von der Regierung festgelegten Methode berechnetes Niveau der Reduzierung der Treibhausgasemissionen das von der Regierung festgelegte Mindestniveau nicht erreicht. Die Regierung bestimmt die Arten von fossilen Gasen;"

e) eine Ziffer 9°bis mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"9°bis "Erzeugungsort": Standort einer Anlage, die aus einer oder mehreren Gaserzeugungseinheiten und gegebenenfalls aus einer oder mehreren Gasbehandlungseinheiten besteht;

f) Ziffer 43 wird durch Folgendes ersetzt:

"43° "Verwaltung": die Abteilung Energie und nachhaltige Gebäude des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie;"

g) eine Ziffer 45°bis mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"45°bis "Richtlinie 2019/944 (EU)": die Richtlinie 2019/944/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juni 2019 über gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Abänderung der Richtlinie 2012/27/EU;"

h) eine Ziffer 45°ter mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"45°ter: "Verordnung 2016/679/EU vom 27. April 2016": die Verordnung 2016/679/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr (Datenschutz-Grundverordnung);"

i) in Ziffer 58 wird das Wort "intelligenter" durch das Wort "kommunizierender" ersetzt;

j) Ziffer 59 wird durch Folgendes ersetzt:

"59° "Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion": entweder die Aktivierung eines inaktiven Budgetzählers; oder die Installation eines kommunizierenden Zählers und die Aktivierung der Vorauszahlung an diesem Zähler; oder die Aktivierung der Vorauszahlung an einem bereits installierten kommunizierenden Zähler;"

k) der Artikel wird durch die Ziffern 60 und 64 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"60° "Herkunftsgarantiezertifikat": für einen Erzeugungsort ausgestelltes Zertifikat, das bestätigt, dass die aus erneuerbaren Energiequellen oder die kohlenstoffarmen Gasmengen, die von diesem Erzeugungsort erzeugt werden, eindeutig identifiziert und gemessen werden können und, dass dieses Gas gegebenenfalls mit dem Gütezeichen "Gas mit garantierter Herkunft aus erneuerbarer Energie" oder "Gas mit garantiert kohlenstoffarmer Herkunft" ausgezeichnet und verkauft werden darf;

61° "Herkunftsgarantie": ein elektronisches Dokument, das ausschließlich dazu dient, dem Endverbraucher nachzuweisen, dass ein Anteil oder eine bestimmte Menge an Gas entweder aus erneuerbaren Energiequellen oder aus nicht erneuerbaren Energiequellen erzeugt wurde;

62° "Tarifdekret": das Dekret des Wallonischen Parlaments vom 19. Januar 2017 über die Tarifmethodik, die auf die Betreiber von Strom- und Gasverteilernetzen anwendbar ist;

63° "Wirtschaftsteilnehmer": jede natürliche oder juristische Person oder jede Vereinigung solcher Personen, die an der Gaserzeugungs- und -versorgungskette beteiligt ist. Dies bezieht sich auf Gaserzeuger, -zwischenhändler und -versorger sowie Endverbraucher;

64° "Energiegemeinschaft": Energiegemeinschaft im Sinne von Artikel 2 Ziffer 2 *septies*, des Stromdekrets. "

Art. 5 - In Artikel 6 Absatz 1 Ziffer 5 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 11. Mai 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° das Wort "entweder" wird zwischen die Wortfolge "getrennt in den Händen" und die Wortfolge "von öffentlichen Behörden" eingefügt;

2° die Wortfolge "im Sinne von Artikel 1:22 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" wird zwischen das Wort "Anteile" und die Wortfolge "vom Gesellschaftskapital" eingefügt;

3° die Wortfolge "außer wenn es sich um einen Anteil an einer Energiegemeinschaft handelt, oder von öffentlichen Behörden, die selbst Erzeuger, aber nicht Selbsterzeuger, Versorger oder Zwischenhändler sind," wird zwischen die Wortfolge "Gasversorgers oder einer Zwischenperson besitzen," und die Wortfolge "wird durch die Satzungen des Verteilernetzbetreibers" eingefügt.

Art. 6 - In Artikel 7 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 11. Mai 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der letzte Satz von Paragraph 1 Absatz 3 wird durch die folgende Wortfolge ergänzt: "und Energiegemeinschaft und darf nicht Mitglied der letzteren sein";

2° es wird ein Paragraph 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 1/1. Abweichend von Paragraph 1 kann der Verteilernetzbetreiber unter den folgenden Bedingungen und gemäß den folgenden Modalitäten die Tätigkeiten des Betreibers eines thermischen Energienetzes ausüben, sowie Tätigkeiten im Bereich der Erzeugung oder der Versorgung von thermischer Energie:

1° der Verteilernetzbetreiber gründet eine Tochtergesellschaft, die eigens für die Ausübung dieser Tätigkeit bestimmt ist. Die in Artikel 17 § 2 erwähnte Bedingung gilt nicht für diese Tochtergesellschaft;

2° mindestens 20% der Verwalter der Tochtergesellschaft sind unabhängige Verwalter im Sinne von Artikel 7:87 § 1 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen;

3° für jedes Projekt eines thermischen Energienetzes, der Erzeugung oder Versorgung von thermischer Energie gründet die in Ziffer 1 genannte Tochtergesellschaft eine Gesellschaft im Sinne von Titel 1 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen. Die so gegründete Gesellschaft darf von den Bestimmungen des Artikels 17 des vorliegenden Dekrets abweichen;

4° wenn ein Projekt die Ausübung von Tätigkeiten zur Erzeugung oder Versorgung von thermischer Energie umfasst, müssen mindestens 25% der Anteile am Gesellschaftskapital der in Ziffer 3 genannten Gesellschaft von einer privaten oder öffentlichen Einrichtung gehalten werden, die nicht die Tochtergesellschaft ist und die nicht direkt oder indirekt Anteile am Kapital eines Verteilernetzbetreibers hält.

Um diese Verpflichtung zu erfüllen, organisiert die Tochtergesellschaft ein offenes, transparentes und nicht diskriminierendes Bewerbungsverfahren. Wenn nach diesem Bewerbungsverfahren kein angemessenes Angebot eingegangen ist, darf die Tochtergesellschaft von der genannten Verpflichtung abweichen;

5° die in Ziffer 1 genannte Tochtergesellschaft kann die Tätigkeiten des Betreibers eines thermischen Energienetzes sowie Tätigkeiten im Bereich der Erzeugung oder Versorgung von thermischer Energie durchführen und eine Gesellschaft im Sinne von Ziffer 3 gründen, unter der Bedingung, dass diese Tätigkeiten Gegenstand eines offenen, transparenten und nicht diskriminierenden Verfahrens mit Aufruf zum Wettbewerb waren.

Verteilernetzbetreiber dürfen bis zum 1. Juli 2034 Tätigkeiten im Bereich der Erzeugung und Versorgung von thermischer Energie ausüben. Die Regierung kann diese Frist auf der Grundlage einer von der Verwaltung erstellten Marktrefeanalyse um zehn Jahre verlängern.

Im Rahmen seiner Tätigkeit als Betreiber von thermischen Energienetzen sowie seiner Tätigkeiten im Bereich der Erzeugung oder Versorgung von thermischer Energie unterliegt der Verteilernetzbetreiber den im Dekret vom 15. Oktober 2020 über die Organisation des Markts für thermische Energie und die thermischen Energienetze genannten Rechten und Pflichten.

Im Rahmen der Ausübung der Tätigkeiten als Betreiber eines thermischen Energienetzes und seiner Tätigkeiten im Bereich der Erzeugung oder der Versorgung von thermischer Energie hält der Verteilernetzbetreiber die in Paragraph 4 genannten Verpflichtungen bezüglich der Führung einer getrennten Buchhaltung ein, um jede Quersubventionierung zwischen regulierten und nicht regulierten Tätigkeiten gemäß Artikel 4 § 2 Absatz 2 Ziffer 18 des Tarifdekrets zu vermeiden.

Im Rahmen der Ausübung ihrer Kontrollfunktion kann die CWaPE den betroffenen Verteilernetzbetreiber sowie die Verwaltung auffordern, ihr alle Unterlagen und Informationen im Zusammenhang mit der Tätigkeit des Verteilernetzbetreibers als Betreiber eines thermischen Energienetzes, einschließlich seiner gesamten Rechnungslegung zu übermitteln. ”;

3° in Paragraph 2 Absatz 3 Ziffer 1 wird die Wortfolge ”gemäß den Leitlinien, die gegebenenfalls von der CWaPE als Hilfe für die Verteilernetzbetreiber bei der Gewährleistung fairer öffentlicher Auftragsverfahren aufgestellt wurden,” zwischen die Wortfolge ”das vom Verteilernetzbetreiber organisiert worden ist,” und die Wortfolge ”hat kein Marktteilnehmer” eingefügt;

4° in Paragraph 2 Absatz 3 Ziffer 2 wird die Wortfolge ”und weist eine unmittelbare Nützlichkeit auf” durch die Wortfolge ”ist notwendig” ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 12 Paragraph 2 Absatz 3 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 11. Mai 2018, wird die Wortfolge ”bestimmt die Regierung nach Gutachten der CWaPE und in Absprache mit den Betreibern von Verteilernetzen die Beschreibung dieser Rolle als Marktmoderator sowie die praktischen Bestimmungen für deren Ausübung,” durch die Wortfolge ”kann die Regierung nach Gutachten der CWaPE und in Absprache mit den Betreibern von Verteilernetzen die Beschreibung dieser Rolle als Marktmoderator sowie die praktischen Bestimmungen für deren Ausübung bestimmen” ersetzt.

Art. 8 - In demselben Dekret wird ein Artikel 12bis mit folgendem Wortlaut eingefügt: Art. 12bis - § 1. Die Regierung erlässt die Sicherheitsmaßnahmen, die von den Verteilernetzbetreibern bei der Errichtung und beim Betrieb ihres Netzes getroffen werden.

§ 2. Die Regierung erlässt die Maßnahmen, das Verfahren und die Modalitäten, um die Nichteinhaltung der gemäß § 1 erlassenen Verpflichtungen durch die Verteilernetzbetreiber zu ermitteln, festzustellen und zu ahnden. ”.

Art. 9 - In Artikel 13 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Mai 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1bis Absatz 4 wird die Wortfolge ”Wenn der Netzbetreiber einem Gasunternehmen Gas verkauft oder abkauft, verzichtet er” durch die Wortfolge ”Der Netzbetreiber verzichtet”;

2° in Paragraph 1bis wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 5 und 6 eingefügt:

”Der Netzbetreiber übermittelt der CWaPE alle gegebenenfalls sensiblen Informationen, von denen er bei der Ausübung seiner Tätigkeiten Kenntnis erlangt, und die für die Erfüllung, durch die CWaPE, der durch oder aufgrund des vorliegenden Dekrets ihm anvertrauten Aufgaben relevant sind. ”.

Art. 10 - In Artikel 14 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, wird die Wortfolge ”von der Regierung genehmigt und” aufgehoben.

Art. 11 - Artikel 14bis desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 21. Mai 2015, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

”Die CWaPE und die Netzbetreiber veröffentlichen einen Link zur Website, auf der der MIG veröffentlicht wird. Die Bestimmungen des MIG genügen denjenigen des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse. ”.

Art. 12 - Artikel 15 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, wird aufgehoben.

Art. 13 - In Artikel 17 § 2 Absatz 1 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 11. Mai 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Ziffer 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1) die Wortfolge ”Wenn die Tochtergesellschaft den Aktionären des bzw. der Verteilernetzbetreiber gehört,” wird zwischen die Wortfolge ”deren Aktionären.” und die Wortfolge ”Die Schwellenwerte” eingefügt;

2) die Wortfolge ”Die Schwellenwerte in Bezug auf die Beteiligung am Gesellschaftskapital der Tochtergesellschaft genügen” wird durch die Wortfolge ”genügen die Schwellenwerte in Bezug auf die Beteiligung am Gesellschaftskapital der Tochtergesellschaft” ersetzt;

b) In Ziffer 2bis werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1) das Wort ”entweder” wird zwischen die Wortfolge ”getrennt in den Händen” und die Wortfolge ”von öffentlichen Behörden” eingefügt;

2) die Wortfolge ”im Sinne von Artikel 1:22 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen” wird zwischen das Wort ”Anteile” und die Wortfolge ”vom Gesellschaftskapital” eingefügt;

3) die Wortfolge "außer wenn es sich um einen Anteil an einer Energiegemeinschaft handelt, oder von öffentlichen Behörden, die selbst Erzeuger, aber nicht Selbsterzeuger, Versorger oder Zwischenhändler sind," wird zwischen die Wortfolge "Gasversorger oder einer Zwischenperson besitzen," und die Wortfolge "wird durch die Satzungen der Tochtergesellschaft" eingefügt.

c) in Ziffer 3 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1) in Buchstabe a) wird die Wortfolge "unabhängigen Verwaltern im Sinne von Artikel 2 Ziffer 13" durch die Wortfolge "unabhängigen Verwaltern im Sinne von Artikel 2 Ziffer 14" ersetzt;

2) Buchstabe b wird aufgehoben;

3) in Buchstabe c wird der zweite Gedankenstrich "ein Ethikausschuss nach § 1;" aufgehoben.

Art. 14 - In Artikel 17bis § 1 Absatz 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird die Wortfolge "oder an den Minister, soweit diese durch das vorliegende Dekret, durch seine Ausführungserlasse oder durch irgendeine andere geltende gesetzliche oder verordnungsrechtliche Vorschrift vorgesehen sind." durch die Wortfolge ", an den Minister oder an Dritte, die unter dem Schutz des Berufsgeheimnisses handeln, wobei diese Mitteilungen ausdrücklich durch gesetzliche oder verordnungsrechtliche Vorschriften vorgesehen sind. ".

Art. 15 - In Artikel 25ter desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge "Jeder Endverbraucher" durch die Wortfolge "Jede natürliche oder juristische Person, die einen Anschluss beantragt hat" ersetzt;

b) die Wortfolge ", einschließlich der Änderung des bestehenden Anschlusses," wird zwischen die Wortfolge "den effektiven Anschluss" und die Wortfolge "nicht innerhalb der folgenden Fristen" eingefügt;

2° in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 wird die Wortfolge "wenn nichts anderes vereinbart wurde" durch die Wortfolge "wenn kein gegenteiliger Antrag des Anschlussantragstellers vom Netzbetreiber angenommen wurde" ersetzt;

3° in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 wird die Wortfolge "oder, wenn keine ausdrückliche Vertragsbestimmung vorliegt, läuft die Frist ab dem Datum" durch die Wortfolge ", die, wenn kein gegenteiliger Antrag der Person, die den Anschluss beantragt, vom Netzbetreiber angenommen wurde, ab dem Datum läuft" ersetzt;

4° in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 3, wird die Wortfolge "oder, wenn keine ausdrückliche Vertragsbestimmung vorliegt, läuft die Frist ab dem Datum" durch die Wortfolge ", die, wenn kein gegenteiliger Antrag der Person, die den Anschluss beantragt, vom Netzbetreiber angenommen wurde, ab dem Datum läuft" ersetzt;

5° in Paragraph 1 Absatz 2 wird das Wort "Kunden" durch die Wortfolge "Personen, die den Anschluss beantragen" ersetzt;

6° in Paragraph 1 Absatz 3 Ziffern 1 und 2 wird die Wortfolge "den Netzbenutzer" bzw. "der Netzbenutzer" jeweils durch die Wortfolge "die Person, die den Anschluss beantragt," ersetzt;

7° ein Paragraph 1/1 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"§ 1/1. Jede natürliche oder juristische Person, die einen Anschluss beantragt hat, hat das Recht auf eine tägliche Pauschalentschädigung zu Lasten des Netzbetreibers, wenn der Netzbetreiber die Studie oder das Angebot nicht innerhalb der in den technischen Vorschriften vorgeschriebenen Fristen erstellt hat.

Die zu zahlende tägliche Pauschalentschädigung beträgt 25 Euro für die Antragsteller eines Anschlusses mit einer gezeichneten Kapazität von weniger als 250 m3 und 50 Euro bei allen anderen Anschlüssen. "

8° in Paragraph 2 Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) das Wort "Der Endverbraucher" wird jeweils durch das Wort "Die Person, die den Anschluss beantragt," ersetzt;

b) wird die Wortfolge "an den Betreiber des Netzes, an das er angeschlossen ist" durch das Wort "an den betroffenen Netzbetreiber" ersetzt;

c) die Wortfolge "dem betroffenen Kunden" wird durch die Wortfolge "dem betroffenen Antragsteller" ersetzt;

d) die Wortfolge "den Endverbrauchern" wird durch die Wortfolge "den Personen, die einen Anschluss beantragen" ersetzt;

9° in Paragraph 2 Absatz 2 wird das Wort "Kunden" durch das Wort "Antragsteller" ersetzt;

10° in Paragraph 3 Absatz 1 wird das Wort "Kunde" durch das Wort "Antragsteller" ersetzt;

11° in Paragraph 3 Absätze 4 und 5 wird das Wort "Endverbraucher" jeweils durch das Wort "Antragsteller" ersetzt.

12° in Paragraph 4 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) das Wort "Endverbraucher" wird durch das Wort "Antragsteller" ersetzt;

b) die Wortfolge "der Studie, des Angebots oder" zwischen die Wortfolge "auf Ausführung" und die Wortfolge "des effektiven Anschlusses" eingefügt. "

Art. 16 - In Artikel 26 § 1 Absatz 1 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Mai 2015, wird die Wortfolge "gemäß dem Artikel 15" durch die Wortfolge "gemäß den im Tarifdekret vorgesehenen Vorschriften" ersetzt.

Art. 17 - In Artikel 27 § 4 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "Die Regierung kann nach Stellungnahme der CWaPE die Bedingungen," durch die Wortfolge "Auf Vorschlag der CWaPE kann die Regierung die Genehmigungsbedingungen," ersetzt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "die Genehmigungskriterien, den Inhalt der Antragsakte und" zwischen die Wortfolge "kann die CWaPE" und die Wortfolge "die Anträge genehmigen" eingefügt.

Art. 18 - Artikel 31*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018 wird durch einen Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 3. Jeder geschützte Kunde im Sinne von Paragraph 1 ist ein “schutzbedürftiger Verbraucher” im Sinne der Richtlinie 2009/73/EG. Die Regierung kann die Liste der schutzbedürftigen Verbraucher erweitern und dabei Kriterien wie die Höhe des Einkommens, den Anteil der Energieausgaben am verfügbaren Einkommen und die Energieeffizienz der Wohnung berücksichtigen.”.

Art. 19 - In Artikel 31*ter* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 6. Oktober 2022, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 2 wird das Wort “geschützten” zwischen die Wortfolge “Übertragung des” und die Wortfolge “Kunden auf den Netzbetreiber” eingefügt;

2° in Paragraph 1 Absatz 2 wird die Wortfolge “ohne Kündigungskosten oder -entschädigung” durch die Wortfolge “ohne Kündigungskosten oder Kündigungsentschädigung” ersetzt.

3° in Paragraph 2 Absatz 4 wird die Wortfolge “Der Versorger kann eine computergestützte Version des Formulars anbieten. In diesem Fall wird sie auf dem Papierformular erwähnt.” zwischen die Wortfolge “, dem er das in Absatz 3 genannte Formular beifügt.” und die Wortfolge “In diesem Schreiben” eingefügt;

4° in Paragraph 2 Absatz 5 wird die Wortfolge “um die Auflösung des Versorgungsvertrags zu beantragen.” durch die Wortfolge “um jede Maßnahme zur Rückzahlung von Schulden, die Aktivierung der Vorauszahlung oder die Auflösung des Versorgungsvertrags zu beantragen. Die Entscheidung des Richters kann vorsehen, dass der Versorger die Versorgung des Kunden aussetzt, wenn die Maßnahmen zur Rückzahlung von Schulden oder die Aktivierung der Vorauszahlung scheitern.” ersetzt.”;

5° In Paragraph 2 wird ein neuer Absatz 12 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Jedes Urteil, mit dem die Auflösung des Vertrags ausgesprochen wird, genehmigt von Rechts wegen die Abschaltung durch den betroffenen Verteilernetzbetreiber, einschließlich des Zugangs zum Zähler, wenn nötig mit Hilfe der Staatsgewalt.”;

6° In Paragraph 2 wird ein neuer Absatz 13 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Falls der Kunde an der Verbrauchsadresse wohnhaft ist, darf der Versorger die Abschaltung erst einen Monat nach Zustellung des Auflösungsurteils an den Haushalt vornehmen. Der Versorger muss seine Entscheidung, diese Abschaltung in Umsetzung dieses Urteils vorzunehmen, schriftlich oder elektronisch dem Ö.S.H.Z. der Gemeinde des Wohnortes seines Kunden mitteilen, es sei denn, der Haushalt hat zuvor die Mitteilung seines Namens verweigert.”.

Art. 20 In Artikel 31*quater* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 21. Mai 2015 und abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 3, Paragraph 2 Absätze 1 bis 3 und Paragraph 6 wird jeweils vor dem Wort “Kunde” das Wort “geschützte(n)” eingefügt;

2° in Paragraph 1 Absatz 2 wird durch die Wortfolge “sowie die Namen ihrer Stellvertreter.” ergänzt.

Art. 21 - In Artikel 32 § 1 Absatz 1 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 6. Oktober 2022, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Ziffer 2 Buchstabe a wird die Wortfolge “gemäß Artikel 15” durch die Wortfolge “gemäß den im Tarifdekret vorgesehenen Vorschriften und von der CWAPE genehmigt” ersetzt;

b) in Ziffer 2 Buchstabe f werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1) das Wort “kostenlose” wird vor das Wort “Gewährleistung” eingefügt;

2) die Wortfolge “um jedem Kunden die Ausübung der mit seiner Wahlmöglichkeit verbundenen Rechte zu ermöglichen;” wird durch die Wortfolge “für jeden Endverbraucher, der dies innerhalb von 10 Tagen beantragt;” ersetzt;

3)

c) Ziffer 2 wird durch einen Buchstaben k und einen Buchstaben l mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“k) Bereitstellung einer kostenlosen Telefonnummer für Endverbraucher für alle relevanten Fragen im Zusammenhang mit den Aufgaben der Netzbetreiber sowie im Zusammenhang mit der Nutzung und den Funktionen des kommunizierenden Zählers

l) außer bei nachgewiesener Bösgläubigkeit des Endverbrauchers, bei einer Schätzung des Zählerstands über mehrere Jahre hinweg, darf eine Berichtigung der Mess- oder Zählzeiten und der daraus resultierenden Rechnungsstellung sich nicht auf einen Zeitraum von mehr als 24 Monaten vor der letzten tatsächlichen Ablesung der Zähler beziehen. Die Gesamtsumme der zwischen den letzten beiden tatsächlichen Ablesungen verbrauchten Gasmenge wird vom Verteilernetzbetreiber auf den gesamten Zeitraum zwischen den beiden tatsächlichen Ablesungen aufgeteilt und nur der Verbrauch, der den letzten 24 Monaten entspricht, darf dem Endverbraucher in Rechnung gestellt werden. Eine Berichtigung zugunsten des Endverbrauchers wird sich über den Zeitraum von 24 Monaten vor der letzten tatsächlichen Ablesung des Zählerstands hinaus erstrecken.

Bei nachgewiesener Bösgläubigkeit des Endverbrauchers und für den Fall, dass der Verteilernetzbetreiber seinen Verpflichtungen gemäß den für ihn geltenden gesetzlichen oder verordnungsrechtlichen Texten nicht nachgekommen ist, insbesondere in Bezug auf die Ablesung von Mess- oder Zählzeiten und die Zählvorrichtungen, die in dem vorliegenden Dekret und seinen Ausführungserlassen vorgesehen sind, darf die Berichtigung nicht über eine Frist von 5 Jahren hinausgehen.”;

d) in Ziffer 4 Buchstabe e wird die Wortfolge “auf Anfrage des Erzeugers dieses Gases” aufgehoben;

e) in Ziffer 7 wird die Wortfolge “nach Artikel 15; nach Stellungnahme der CWAPE und in Absprache mit den Netzbetreibern bestimmt die Regierung die Verpflichtungen der Netzbetreiber hinsichtlich der Installation intelligenter Zähler;” durch die Wortfolge “gemäß den im Tarifdekret vorgesehenen Vorschriften und von der CWAPE genehmigt” ersetzt;

f) in Ziffer 10 wird der Punkt durch ein Semikolon ersetzt;

g) Absatz 1 wird durch eine Ziffer 11 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“11° Information und Sensibilisierung der Benutzer bezüglich der Benutzung, der Merkmale, der Funktionen und der Zwecke der kommunizierenden Zähler nach deren Anbringung und bei der ersten Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion.”.

Art. 22 - In Artikel 33 § 1 Ziffer 2 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Mai 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Buchstabe a werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) das Wort "kostenlose" wird vor das Wort "Gewährleistung" eingefügt;

b) der Buchstabe a wird durch die Wortfolge ", sowie genauer, klarer und verständlicher Informationen dazu" ergänzt;

2° in Buchstabe b wird die Wortfolge "einfachen, gerechten und schnellen" zwischen die Wortfolge "Gewährleistung einer effizienten, " und das Wort "Beschwerdeabteilung" eingefügt;

3° in Buchstabe d werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) das Wort "Kunden" wird durch das Wort "Endverbraucher" ersetzt;

b) die Wortfolge "und angebotenen Dienstleistungen, die Möglichkeit, Rechnungen und Rechnungsinformationen auf elektronischem Weg zu erhalten" wird zwischen die Wortfolge "die Preise der Lieferungen" und die Wortfolge ", die Bedingungen für die Annahme" eingefügt;

c) ein Punkt wird nach dem Wort "Unterlagen" eingefügt;

d) der Buchstabe d wird durch den folgenden Satz ergänzt: "Die allgemeinen Geschäftsbedingungen sind lesbar, gerecht, transparent, klar und unmissverständlich abgefasst und enthalten keine außervertraglichen Hindernisse für die Ausübung der Rechte der Kunden;"

4° die Ziffer 2 wird durch die Buchstaben f bis h mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"f) Angebot einer großen Auswahl an Zahlungsmethoden ohne Diskriminierung;

g) Sichtbare und rechtzeitige Information der Endverbraucher über jede Änderung der Vertragsbedingungen oder Preisanpassungen und deren Kündigungsmöglichkeiten;

h) Gewährleistung einer gerechten und nichtdiskriminierenden Behandlung der Kunden, unabhängig von der Zahlungsmethode oder dem Bestehen von Dienstleistungsverträgen;"

Art. 23 - Der Titel von Kapitel VIII desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 21. Mai 2015, wird durch die Wortfolge "und kohlenstoffarmem Gas" ergänzt.

Art. 24 - In Artikel 33ter desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 21. Mai 2015 und abgeändert durch das Dekret vom 31. Januar 2019, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) 1° die Wortfolge "Gütezeichen zur Herkunftsgarantie" durch die Wortfolge "Herkunftsgarantien" ersetzt;

b) die Wortfolge "oder kohlenstoffarmem Gas" wird nach der Wortfolge "aus EEQ" eingefügt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "Nach Begutachtung durch die CWaPE bestimmt die Regierung" durch die Wortfolge "Die Regierung bestimmt" ersetzt;

3° in Absatz 3 wird die Wortfolge "Nach Begutachtung durch die Verwaltung bestimmt die Regierung" durch die Wortfolge "Die Regierung bestimmt" ersetzt.

Art. 25 - Der Titel des Kapitels VIIIbis desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 21. Mai 2015, wird durch Folgendes ersetzt: "Herkunftsgarantien"

Art. 26 - In Artikel 33quater desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 21. Mai 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "eines Gütezeichens zur Herkunftsgarantie" wird durch die Wortfolge "von Herkunftsgarantien" ersetzt;

2° die Wortfolge "und kohlenstoffarmes Gas" wird zwischen die Wortfolge "Gas aus EEQ" und das Wort "ein" eingefügt.

Art. 27 - In Artikel 33quinquies desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 21. Mai 2015 und abgeändert durch das Dekret vom 31. Januar 2019, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge "Verfahren für die Verleihung des Gütezeichens zur Herkunftsgarantie" wird durch die Wortfolge "Verfahren für die Verleihung von Herkunftsgarantien" ersetzt;

b) die Wortfolge "und kohlenstoffarmes Gas" wird zwischen die Wortfolge "Gas aus EEQ" und die Wortfolge "in der Wallonischen Region" eingefügt;

2° in Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge "ein Gütezeichen zur Herkunftsgarantie" wird durch die Wortfolge "eine Herkunftsgarantie" ersetzt;

b) in der französischen Fassung wird das Wort "attribué" durch das Wort "attribuée" ersetzt;

c) die Wortfolge "oder kohlenstoffarmem Gas" wird zwischen die Wortfolge "Gas aus EEQ" und die Wortfolge ", das in das Verteiler- oder Transportnetz eingespeist wird" eingefügt;

3° in Absatz 3 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge "Gütezeichen zur Herkunftsgarantie" wird durch das Wort "Herkunftsgarantien" ersetzt;

b) die Wortfolge "oder kohlenstoffarmem Gas" wird nach der Wortfolge "Gas aus EEQ" eingefügt;

c) die Wortfolge "Diese Gütezeichen" wird durch die Wortfolge "Diese Herkunftsgarantien" ersetzt.

Art. 28 - In Artikel 33sexies desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 21. Mai 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen

1° in Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge "Gütezeichen zur Herkunftsgarantie" wird durch das Wort "Herkunftsgarantien" ersetzt;

b) die Wortfolge "die Endverbraucher," wird zwischen die Wortfolge "fest, die" und die Wortfolge "die Versorger" eingefügt;

2° in Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge "Nach Begutachtung durch die CWaPE bestimmt die Regierung" wird durch die Wortfolge "Die Regierung bestimmt" ersetzt;

b) die Wortfolge "produzierten Gütezeichen zur Herkunftsgarantie" wird durch die Wortfolge "produzierten Herkunftsgarantien" ersetzt;

c) in der französischen Fassung wird das Wort "reconnus" durch das Wort "reconnues" ersetzt;

Art. 29 - In Artikel 35 desselben Dekrets, aufgehoben durch das Dekret vom 21. Mai 2015, wird in der folgenden Fassung wieder eingeführt:

"Art. 35 - Vor der Ausübung der ordentlichen Rechtsbehelfe im Rahmen der Kapitel VIII bis VIIIter oder ihrer Ausführungserlasse hat jede geschädigte Partei das Recht, vor dem Minister eine Beschwerde gemäß dem in Artikel 42bis/1 des Stromdekrets genannten Verfahren einzureichen. "

Art. 30 - In demselben Dekret wird ein Kapitel VIIIquater mit dem Titel "Datenbank der Union" eingefügt.

Art. 31 - In Kapitel VIIIquater, das durch Artikel 30 eingefügt wurde, wird ein Artikel 35/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 35/1 - Die von der Regierung benannten Wirtschaftsteilnehmer geben in die in der Richtlinie 2018/2001 genannte Datenbank der Union Informationen über die durchgeführten Transaktionen und die Nachhaltigkeitseigenschaften des Gases ein, das Gegenstand dieser Transaktionen ist, einschließlich der Treibhausgasemissionen vom Ort der Erzeugung bis zum Zeitpunkt des Verbrauchs des Gases. Die Regierung bestimmt die zu übermittelnden Informationen, die Art der genannten Transaktionen sowie die Modalitäten der Übermittlung und Überprüfung der von den Wirtschaftsteilnehmern einzugebenden Daten. "

Art. 32 - In Artikel 36 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 31. Januar 2019, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 2 Absatz 2 Ziffer 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge "Genehmigung der von den Netzbetreibern festgelegten Anschluss- und Zugangsregelungen und allgemeinen Bedingungen und ihrer Änderungen;" wird durch die folgende Wortfolge ersetzt:

"Genehmigung der Regelungen, Verträge, und allgemeinen Bedingungen, die von den Netzbetreibern den Versorgern, den Netzbenutzern und den Zugangsinhabern anlässlich, wegen oder infolge eines Anschlusses, eines Netzzugangs auferlegt werden";

b)

2° in Paragraf 2 Absatz 2 Ziffer 12 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge "gemäß den Artikel 16bis und 16ter " wird durch die Wortfolge "gemäß Artikel 16ter" ersetzt;

b) 2° die Wortfolge "der privaten Netze und" wird aufgehoben;

3° in Paragraf 2 Absatz 2 Ziffer 14 wird die Wortfolge "Ausübung der Tarifkompetenzen, insbesondere die Festlegung der Tarifmethodik, und" vor die Wortfolge "Überwachung und Kontrolle" eingefügt;

4° Paragraf 2 Absatz 2 Ziffer 14 wird durch den folgenden Satz ergänzt:

"Die CWaPE verfügt im Rahmen der Ausarbeitung und Kontrolle der Tarifmethodik über eine Ermessensbefugnis, die sie insbesondere unter Berücksichtigung der Kriterien der Stabilität, der Vernünftigkeit und der Verhältnismäßigkeit, des allgemeinen Interesses und des Interesses der Benutzer des Verteilernetzes ausübt. ";

5° der Artikel wird durch den Paragrafen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 4. Die CWaPE kann bestimmte Informationen, zu denen sie bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben Zugang hat, den Marktteilnehmern zur Verfügung stellen, wenn sie keine wirtschaftlich sensiblen Daten über einzelne Marktakteure oder einzelne Transaktionen weitergibt, und unbeschadet der Fälle, in denen die CWaPE aufgrund einer gesetzlichen oder verordnungsrechtlichen Bestimmung zur Weitergabe von Informationen verpflichtet ist. "

Art. 33 - In Artikel 36bis desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Mai 2015, wird das Wort "47ter" durch das Wort "47quinquies" ersetzt.

Art. 34 - In Artikel 37 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Mai 2015, wird das Wort ", 50,50bis" zwischen das Wort "49bis" und das Wort "50ter" eingefügt.

Art. 35 - In Artikel 48 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

"Unbeschadet der anderen im vorliegenden Dekret vorgesehenen Maßnahmen kann die CWaPE jede natürliche oder juristische Person, die der Anwendung dieses Dekrets unterliegt und für die Verpflichtungen aus diesem Dekret, dem Dekret vom 19. Januar 2017 über die Tarifmethodik, die auf die Betreiber von Strom- und Gasverteilernetzen anwendbar ist, und deren Ausführungserlasse, auch in Bezug auf die für Betreiber von Gas- und Stromverteilernetzen geltende Tarifmethodik oder die technischen Vorschriften, verpflichtet, diesen Bestimmungen, einschließlich der von der CWaPE aufgrund dieser Bestimmungen getroffenen Entscheidungen, innerhalb einer von ihr festgelegten Frist nachzukommen. ";

2° in Paragraf 1 Absatz 3 wird die Wortfolge ", seiner Ausführungserlasse, des Dekrets vom 19. Januar 2017 über die für die Betreiber von Gas- und Stromverteilernetzen geltende Tarifmethodik, der technischen Vorschriften oder der Tarifmethodik" zwischen die Wortfolge "des vorliegenden Dekrets" und das Wort "verhängen." eingefügt;

3° in Paragraf 2 wird das Wort "Leistungsziele" durch das Wort "Leistungsindikatoren" ersetzt.

Art. 36 - In Artikel 48ter desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird die Wortfolge "gemäß Artikel 48sexies" durch die Wortfolge "gemäß Artikel 50ter des Stromdekrets" ersetzt.

Art. 37 - Der Artikel 48sexies desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, wird aufgehoben.

Art. 38 - In Artikel 48^{octies} desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 31. Januar 2019, werden folgende Abänderungen vorgenommen

1° in Paragraf 1 wird die Wortfolge "und kohlenstoffarmes Gas" zwischen die Wortfolge "Gas aus EEQ" und die Wortfolge "erhalten könnte" eingefügt;

2° in Paragraf 2 Absatz 4 wird die Wortfolge "und kohlenstoffarmes Gas" zwischen die Wortfolge "Gas aus EEQ" und die Wortfolge "erhalten könnte" eingefügt;

3° in Paragraf 3 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge "Gütezeichen zur Herkunftsgarantie" wird durch das Wort "Herkunftsgarantien" ersetzt;

b) die Wortfolge "Gas aus EEQ grünen Zertifikaten zuerkennen könnte" wird durch die Wortfolge "Gas aus EEQ und kohlenstoffarmes Gas zuerkennen könnte" ersetzt;

Art. 39 - Der Artikel 48^{novies} desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 31. Januar 2019, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Verwaltung kann ebenfalls ab der Kenntnisnahme ihres Begehens und spätestens innerhalb von fünf Jahren ab ihrem Begehen eine administrative Geldbuße bei Versäumnissen hinsichtlich bestimmter Bestimmungen der Kapitel VIII bis VIIIter oder von deren Ausführungserlassen verhängen. Die Höhe der administrativen Geldbuße beträgt zwischen 250 Euro und 200 000 Euro oder, sofern der folgende Betrag darüber liegt, drei Prozent des Umsatzes, den die betreffende Person auf dem regionalen Gasmarkt im Laufe des letzten abgeschlossenen Geschäftsjahrs erzielt hat."

KAPITEL III - Schlussbestimmungen

Art. 40 - Das Gesetz vom 24. Dezember 1970 über die Sicherheitsmaßnahmen, die bei der Errichtung und beim Betrieb von Gasverteilungsanlagen zu treffen sind, wird aufgehoben.

Art. 41 - Die Artikel 8 und 40 des vorliegenden Dekrets treten an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 28. März 2024

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

P. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

C. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

C. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2023-2024

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1641 (2023-2024) Nrn. 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 27. März 2024

Diskussion.

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/007153]

28 MAART 2024. — Decreet tot wijziging van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt en het decreet van 9 december 1993 betreffende de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Bij dit decreet wordt Richtlijn (EU) 2018/2001 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen (herschikking), zoals gewijzigd bij Richtlijn (EU) 2023/2413 van het Europees Parlement en de Raad van 18 oktober 2023 tot wijziging van Richtlijn (EU) 2018/2001, Verordening (EU) 2018/1999 en Richtlijn 98/70/EG wat de bevordering van energie uit hernieuwbare bronnen betreft, en tot intrekking van Richtlijn (EU) 2015/652 van de Raad gedeeltelijk omgezet.